

Pour construire une alternative, appel Citoyen de la Gauche et de l'Écologie sur la 7^{ème} circonscription.

Nous vivons une situation politique inédite et dangereuse pour le progrès social, démocratique et écologique :

- Une crise économique qui démontre la dérive d'un libéralisme pourtant présenté comme le seul système viable
- Une crise écologique qui ne trouve pas de solutions à la hauteur des enjeux
- Une crise de confiance en la politique qui favorise les extrêmes-droites en France, en Europe et dans le monde.
- Une Europe favorisant le moins-disant social, éloignée des préoccupations des peuples, favorisant les accords de libre-échange
- Le développement des tensions internationales et de politiques migratoires mortifères

Cette situation appelle des réponses nouvelles, en particulier dans notre territoire de la CASA où la droite est omniprésente et l'extrême-droite voudrait se présenter comme la seule alternative possible.

Nous refusons le fatalisme, nous sommes convaincus que des milliers de personnes sur la CASA sont disponibles pour construire un large rassemblement de la Gauche et de l'Écologie, pour contribuer à changer notre modèle de société, pour une politique de rupture avec l'austérité, pour de nouveaux progrès sociaux, démocratiques et écologiques.

Nous avons un grand nombre de convergences, sur notre vision du travail et des rapports de force sociaux, sur les accords de libre-échange et des traités comme TAFTA et CETA, sur la nécessité de préserver et étendre les services publics ... Nous souhaitons, ensemble, ouvrir un espoir vers le progrès et un meilleur avenir pour notre jeunesse.

Nous proposons d'engager un travail en commun pour proposer une alternative de Gauche sur la Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis aux élections législatives de la 7^{ème} circonscription. Nous nous engageons sur un pacte commun :

- Pour une nouvelle République et un renouveau de la politique :

une 6^{ème} République qui remette les citoyens au centre de la vie démocratique : nous sommes favorables à un contrôle démocratique de l'action des élus, à l'instauration d'une proportionnelle à toutes les élections et à un statut de l'élu-e favorisant le renouvellement, à des droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises, au droit de vote des étrangers résidant en France pour les élections locales, au récépissé de contrôles d'identité, à la constitutionnalisation du droit à l'avortement ;

- Investir pour l'emploi et le développement de chacun :

un programme de relance sociale avec l'abrogation de la loi El Khomri et son remplacement par une loi de sécurité de l'emploi et de la formation instaurant une « Sécurité Sociale Professionnelle », prenant en compte les nouvelles réalités du travail telles que le burn-out et

la robotisation de certaines tâches productives... Nous sommes également favorables à une augmentation des salaires, à commencer par les minimas sociaux et les pensions.

Les évolutions de notre société rendent inéluctable une diminution du temps de travail, hebdomadaire et/ou au cours de la vie, une nouvelle ambition pour la protection sociale, afin de permettre l'accès à des soins remboursés à tous et de répondre à des parcours professionnels de plus en plus accidentés, un droit à la retraite à 60 ans avec une pension décente et une prise ne compte de la pénibilité du travail.

- Développer l'Economie Sociale et Solidaire et l'implication des salariés dans les entreprises :

un programme de développement de l'Economie Sociale et Solidaire, qui représente aujourd'hui plus de 10 % de l'activité et des emplois en France. Nous souhaitons doubler son poids dans l'économie en soutenant fortement les associations, les coopératives qui oeuvrent dans des logiques d'innovation sociale et permettent aux salariés et aux acteurs de ces structures de prendre en main leur activité.

Alors que la « nouvelle économie », constituée de plateformes telles qu'Uber ou Airbnb, précarise aujourd'hui un certain nombre de métiers, nous souhaitons soutenir le développement de plateformes coopératives appartenant à leurs salariés et utilisateurs, auxquelles peuvent prendre part les collectivités publiques, garantissant une protection de tous.

Nous soutenons le modèle des « Coopératives d'Activité et d'Emploi », qui proposent une solution protectrice pour les « travailleurs indépendants » et les entrepreneurs individuels, en leur permettant d'accéder à un vrai contrat de travail et donc à la protection sociale.

- Une ambition écologique forte : développer les circuits courts et lutter contre l'expansion urbaine :

Nous soutenons le développement de logiques de circuits courts, de production et de consommation locales, de monnaies locales complémentaires, et l'émergence de projets de coopération territoriale entre les citoyens, les collectivités et les entreprises à travers des « Pôles Territoriaux de Coopération Economique ».

Nous souhaitons stopper l'expansion urbaine en instaurant une véritable réflexion sur l'aménagement du territoire.

- Un plan global d'action pour l'autonomie et l'émancipation de la jeunesse dans tous les domaines : petite enfance, éducation, culture, sports, santé, logement, emploi. Nous souhaitons l'instauration d'un revenu inconditionnel pour les 18-25 ans, leur permettant de poursuivre des études et de s'insérer professionnellement indépendamment du soutien de leurs parents ou de la nécessité de trouver un travail précaire en parallèle ;

- La création d'un ministère de plein droit pour l'égalité femmes-hommes et le

renforcement des dispositifs contraignants pour l'égalité salariale et professionnelle ;

- **Défendre la République Sociale**, alliant un fort engagement pour la laïcité, socle de nos valeurs républicaines et permettant à chacun de vivre ensemble indifféremment de ses croyances ;

- **La lutte contre toutes les discriminations**, qu'elles soient liées à l'origine, à la confession, à l'orientation ou l'identité sexuelle, la maladie ou le handicap ;

- **Stopper les dérives de la finance** avec un plan d'action contre l'évasion fiscale, une COP fiscale mondiale, la création d'un pôle public bancaire, complémentaire de la Banque Publique d'Investissement, pour changer le rôle du crédit et investir dans l'économie réelle ;

- **Pour un plan de bataille en France et en Europe** avec une stratégie européenne volontariste. Nous souhaitons la remise en cause du traité budgétaire européen instaurant des sanctions automatiques par la Commission Européenne contre l'avis des peuples, un plan de lutte contre l'exclusion et la pauvreté et d'investissement massif pour la transition écologique et énergétique (rénovation thermique des bâtiments, ...), les services publics, le logement pour tous et les collectivités locales ;

- **Réindustrialiser notre pays** par un plan d'investissements permettant de créer un million d'emplois dans toutes les filières utiles au développement humain, et notamment les transitions écologique et numérique, la recherche publique ou le développement d'un nouveau modèle agricole ...